



Agression à l'Université de Montpellier

## Le doyen fait un 22 mars à l'envers

Les infos en ligne du SNUipp-FSU 63

Samedi 24 mars 2018

Le 22 mars 1968, une assemblée générale réunit près de 700 personnes pour exiger la libération des étudiants interpellés et en garde à vue suite à des échauffourées qui se sont déroulées deux jours plus tôt dans le centre de Paris. Il est alors décidé d'occuper le jour même, le dernier étage de la tour universitaire où siège le conseil de la faculté : c'est celui du pouvoir universitaire d'où sont exclus les étudiants. Cette date, érigée en mouvement marque le début des événements de Mai 68.

Dans la nuit du jeudi 22 mars 2018, à Montpellier, des étudiants opposés à la sélection à l'université, qui occupent la faculté de droit de Montpellier, sont agressés par une dizaine d'hommes cagoulés, et fait extrêmement grave, en présence du doyen Philippe Pétel qui porte donc l'entière responsabilité de cette intrusion, réalisant ainsi un « 22 mars » à l'envers.

Un peu plus tôt dans la journée, les étudiants avaient manifesté, contre la politique du gouvernement et notamment contre la loi « orientation et réussite » qui instaure une forme de sélection à l'entrée de l'université. Après le défilé, les étudiants regagnent l'université puis organisent une assemblée générale, qui s'achève vers 17 heures. Des personnels de l'université et des lycéens sont également présents lors de cette réunion organisée par une intersyndicale. Des magistrats et avocats, opposés à la future réforme de la justice, interviennent également.

Selon le site Médiapart « la scène, d'une violence inouïe, a duré deux minutes, trois peut-être. Il est environ minuit. Soudain, et alors qu'il n'y avait aucune tension entre les étudiants, une petite dizaine d'individus s'introduisent dans l'amphithéâtre occupé. Une pluie de coups s'abat

sur tous les jeunes présents, au hasard. Des lattes issues de palettes de chantier sont utilisées comme armes par des hommes vêtus de noir, cagoulés pour certains, pour frapper les étudiants à travers les travées, sous les cris. Certains des assaillants portent des gants de frappe renforcés et destinés à protéger les phalanges ».

Un retraité qui a participé au rassemblement de soutien le lendemain, explique que le doyen a essayé d'obtenir que le préfet fasse évacuer par la police un amphithéâtre occupé pacifiquement où se menaient des débats. Comme le préfet a refusé, le doyen a décidé d'agir par lui-même en organisant un commando de nervis cagoulés qui apparemment étaient soit des appariteurs soit des chargés de TD et certainement tous d'extrême-droite. Les nervis ont tabassé violemment les étudiants et surtout les étudiantes terrorisées par cette brutalité sans sommation.

Les organisations syndicales sont aussi en colère. Le SNESsup-FSU, Sud Education et la CGT Education ont aussi réclamé la suspension du doyen. L'UNEF et la Fage, les deux principales organisations étudiantes ont, elles aussi, condamné « avec la plus grande fermeté » ces violences dans des communiqués. La première a demandé à la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, « de prendre ses responsabilités et des explications ».

Même si samedi on apprenait la démission du doyen Pétel, la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal a annoncé l'ouverture d'une enquête par l'inspection générale. Le SNUipp-FSU 63 condamne ces actes et demande que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Le communiqué du SNESsup-FSU « [Montpellier : Une agression fasciste inadmissible qui témoigne du retour des briseurs de grève](#) »

Le communiqué de presse du [SNASUB-FSU, du SNCS-FSU et du SNESUP-FSU](#)

Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et des professeurs de collège – Section du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND

Tél 04.73.31.43.72 & 09.63.28.56.75 et [snu63@snuipp.fr](mailto:snu63@snuipp.fr)

